Bureau du vérificateur général du Canada
Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014

Bureau du vérificateur général du Canada

Pour obtenir de l'information, veuillez communiquer avec la :

Direction des communications
Bureau du vérificateur général du Canada
240, rue Sparks
Ottawa (Ontario) Canada K1A 0G6

Téléphone : 613-995-3708 ou 1-888-761-5953 (sans frais)
Télécopieur : 613-957-0474
Numéro pour les malentendants (ATS seulement) : 1-613-954-8042
Courriel : communications@oag-bvg.gc.ca
Site Web : www.oag-bvg.gc.ca

ISSN 1927-1980

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Il devrait être lu de concert avec le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses. Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen externe.

Le Bureau du vérificateur général du Canada a une seule activité de programme : l'audit législatif. Il réalise des études et des audits indépendants qui fournissent information, avis et assurance au Parlement, au gouvernement et à la population canadienne.

Mandat

Le vérificateur général du Canada est un haut fonctionnaire du Parlement. Il est indépendant du gouvernement et présente ses rapports directement au Parlement. Ses fonctions sont établies par la *Loi sur le vérificateur général*, la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'autres lois et des décrets en conseil. Elles consistent à réaliser des audits législatifs et, dans certains cas, à surveiller les ministères et les organismes fédéraux, les sociétés d'État, les gouvernements territoriaux et d'autres entités.

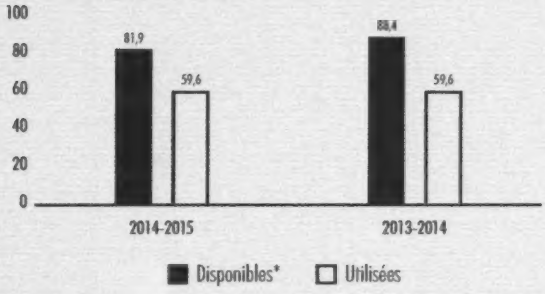
Mode de présentation

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport présente les autorisations de dépenser du Bureau accordées par le Parlement et utilisées par le Bureau, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses pour l'exercice 2014-2015. Ce rapport trimestriel présente de l'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser. Le Bureau utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de production de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les autorisations de dépenser votées par le Parlement sont établies en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Les autorisations disponibles ont diminué à la suite de la mise en œuvre de notre proposition découlant de l'Examen stratégique et fonctionnel. Les autorisations utilisées au cours du présent trimestre ont également diminué en raison d'une baisse des frais de personnel.

Autorisations disponibles et utilisées au 31 décembre (en millions de dollars)



Autorisations utilisées au cours du trimestre clos le 31 décembre (en millions de dollars)

* Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre

Risques et incertitudes

Aucun risque significatif ni incertitude n'est à signaler.

Mise en œuvre du budget 2012

Le Bureau a réalisé en 2014-2015 les économies prévues grâce à des mesures d'efficience qui permettent d'harmoniser ses ressources à son mandat, rationalisant ainsi sa façon de fonctionner.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

- Un nouveau dirigeant principal de la vérification a été nommé et est entré en fonction le 1er décembre 2014.
- Un nouveau contrôleur a été nommé et est entré en fonction le 3 novembre 2014.

Approuvé par :

Le vérificateur général du Canada,

Michael Ferguson, CPA, CA
FCA (Nouveau-Brunswick)

Le vérificateur général adjoint
et dirigeant principal des finances,

Sylvain Ricard, CPA, CA

Ottawa, Canada
Le 27 février 2015

État des autorisations (non audité)

	Exercice 2014-2015			Exercice 2013-2014		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant *le 31 mars 2015**	Crédits utilisés pour le trimestre terminé *le 31 décembre 2014*	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice terminé *le 31 mars 2014**	Crédits utilisés pour le trimestre terminé *le 31 décembre 2013*	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
	(en milliers de dollars)					
Crédit 20 – Dépenses de fonctionnement	74 609	16 168	53 093	80 650	17 257	52 687
Moins : Recettes à valoir sur le crédit	(2 510)	(284)	(861)	(2 510)	(256)	(801)
Crédit net 20 – Dépenses nettes de fonctionnement	72 099	15 884	52 232	78 140	17 001	51 886
Autorisations législatives budgétaires	9 794	2 448	7 345	10 233	2 558	7 674
Autorisations budgétaires totales	**81 893**	**18 332**	**59 577**	**88 373**	**19 559**	**59 560**
Autorisations non-budgétaires	-	-	-	-	-	-
Autorisations totales	**81 893**	**18 332**	**59 577**	**88 373**	**19 559**	**59 560**

* Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non audité)

	Exercice 2014-2015			Exercice 2013-2014		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant *le 31 mars 2015*	Sommes dépensées durant le trimestre terminé *le 31 décembre 2014*	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé *le 31 mars 2014*	Sommes dépensées durant le trimestre terminé *le 31 décembre 2013*	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
			(en milliers de dollars)			
Dépenses :						
Personnel	73 302	16 467	50 053	73 082	17 175	51 868
Transports et communications	3 444	754	2 347	5 662	865	2 405
Information	498	106	267	770	129	356
Services professionnels et spéciaux	4 802	1 000	4 096	7 853	984	3 596
Location	1 092	162	989	1 671	121	962
Services de réparation et d'entretien	211	48	95	415	102	196
Services publics, fournitures et approvisionnements	354	68	147	617	79	185
Acquisition de matériel et d'outillage	700	11	267	812	360	794
Autres subventions et paiements*	–	-	2 177	1	-	(1)
Dépenses budgétaires brutes totales	**84 403**	**18 616**	**60 438**	**90 883**	**19 815**	**60 361**
Moins les recettes affectées aux dépenses :						
Sommes recouvrées						
Des membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL)	(660)	(108)	(203)	(660)	(25)	(97)
De l'Organisation internationale du travail	(1 850)	(176)	(658)	(1 850)	(231)	(704)
Dépenses budgétaires nettes totales	**81 893**	**18 332**	**59 577**	**88 373**	**19 559**	**59 560**

*Incluent le paiement de transition de 2,1 millions de dollars effectué en 2014-2015 à la suite du passage du régime de paye à l'avance au régime de paye en arrérages du travail effectué.